

PLAN DE PROTECTION SOUS COVID-19 POUR L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

Version 16: 16 avril 2021, en vigueur à partir du 19 avril 2021

INTRODUCTION

Le présent plan de protection s'applique à tous les prestataires de services d'hôtellerie et de restauration, à l'exception des offres de restauration dans les écoles obligatoires, qui sont incluses dans le plan de protection pour les écoles obligatoires, ainsi que les établissements non accessibles au public. Tous les établissements doivent satisfaire aux exigences décrites ci-après. Les autorités cantonales effectueront des contrôles.

Ce plan de protection est valable jusqu'à révocation ou jusqu'à publication d'une nouvelle version. En cas de doute, la version allemande du plan de protection actuel s'applique. Veuillez noter que certaines dispositions cantonales vont au-delà de ce plan de protection. L'autorité cantonale compétente peut autoriser des allègements, si la situation épidémiologique le permet et si l'organisateur ou le restaurateur soumet un plan de protection. Des dispositions cantonales contraires prévalent. Les entreprises peuvent mettre en œuvre des mesures supplémentaires spécifiques à leur activité. Les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de protection doivent continuer à être respectées (par exemple dans le secteur alimentaire et pour la protection générale de la santé des collaborateurs). En outre, toutes les dispositions de l'ordonnance sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière s'appliquent. Si un exploitant ou un organisateur ne respecte pas de façon intentionnelle les obligations découlant de la présente ordonnance, il peut être condamné à une amende.

L'exploitation des établissements de restauration, des bars, des boîtes de nuit, des discothèques et des salles de danse est interdite. L'interdiction ne s'applique pas aux établissements et domaines suivants:

- Les établissements de restauration et les bars réservés aux clients des hôtels : ils doivent rester fermés entre 23 heures et 6 heures du matin. Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, ils peuvent rester ouverts jusqu'à 1 heure du matin. Cela inclut aussi les établissements externes avec lesquels les hôtels ne disposant pas de leur propre restaurant (hôtel meublé) ont conclu un partenariat afin de proposer un service de restauration à leurs clients.
- Les services de livraison de repas et les établissements de vente à l'emporter : ils doivent rester fermés entre 23 heures et 6 heures du matin.
- Les restaurants d'entreprise qui servent exclusivement le personnel travaillant dans l'entreprise concernée et les cantines et les structures de jour des écoles obligatoires qui servent exclusivement les élèves, les membres du corps enseignant et les employés de l'école. Ces structures ne peuvent être ouvertes que pendant les heures normales de repas et doivent être fermées entre 22 heures et 6 heures du matin, à l'exception des restaurants d'entreprise des entreprises qui travaillent par équipes 24 heures sur 24.
- Les établissements de restauration qui n'ouvrent leurs espaces intérieurs qu'aux chauffeurs professionnels, aux professionnels qui doivent travailler à l'extérieur, notamment dans l'agriculture et la construction, ainsi qu'aux artisans et aux professionnels du montage. Ces établissements ne peuvent être ouverts que pendant les heures normales de repas et doivent être fermés entre 22 heures et 6 heures du matin, à l'exception des établissements de restaurations pour les entreprises qui travaillent par équipes 24 heures sur 24.
- Les établissements de restauration, les bars et les clubs, y compris les établissements de vente à emporter, dans la mesure où ils offrent des places assises pour la consommation de repas ou de boissons exclusivement dans l'espace extérieur. Ils doivent être fermés entre 23 heures et 6 heures du matin.

Par espace extérieur, on entend les terrasses ou autres espaces situés à l'extérieur d'un bâtiment qui, afin d'assurer la libre circulation de l'air:

1. ne sont pas couverts, ou
2. sont couverts et ouverts sur au moins la moitié de leurs côtés.

Au sens de la responsabilité propre, chaque établissement s'assure du respect du plan de protection.

RÈGLES DE BASE

Le plan de protection de l'entreprise doit assurer le respect des directives ci-dessous. Des mesures suffisantes et appropriées doivent être prévues pour chacune d'elles. L'employeur et les responsables d'établissement sont chargés de sélectionner et de mettre en œuvre ces mesures.

1. Toutes les personnes dans l'établissement se nettoient régulièrement les mains.
2. Le port d'un masque facial dans les espaces clos et extérieurs accessibles au public des installations et établissements.
3. Les établissements de restauration, la restauration collective ainsi que les bars et clubs s'assurent que les différents groupes de clients ne se mélangent pas. Les mets et les boissons ne peuvent être consommés qu'assis.
4. Les collaborateurs et les autres personnes gardent une distance de 1,5 mètre entre eux. Dans le cadre des tâches pour lesquelles la distance doit être de moins de 1,5 mètre, les personnes doivent être exposées le moins possible pendant le travail en réduisant la durée du contact ou en prenant des mesures de protection appropriées.
5. Les surfaces sont nettoyées régulièrement et de manière adéquate.
6. Les personnes malades sont renvoyées chez elles et sont priées de suivre les consignes d'isolement de l'OFSP. Pour les employés des établissements qui disposent d'un concept de test et proposent des tests au personnel travaillant sur place au moins une fois par semaine, la quarantaine-contact ne s'applique pas à leurs activités professionnelles.
7. Les aspects spécifiques du travail et des situations professionnelles sont pris en compte afin d'assurer la protection.
8. Les collaborateurs et les autres personnes concernées sont informés sur les prescriptions et les mesures prises et les collaborateurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ces mesures.
9. Les prescriptions sont mises en œuvre au niveau du management afin de réaliser et d'adapter efficacement les mesures de protection.
10. Les coordonnées des clients sont relevées conformément au point 10.

VALIDITÉ POUR LES ÉTABLISSEMENTS SUIVANTS

Nom	Adresse

1. HYGIÈNE DES MAINS

Toutes les personnes dans l'établissement se nettoient régulièrement les mains. Éviter le plus possible de toucher les objets et les surfaces.

Mesures

Mise en place de postes destinés à l'hygiène des mains: les clients doivent pouvoir se nettoyer les mains à l'eau et au savon ou avec un désinfectant lorsqu'ils entrent dans l'établissement.

Toutes les personnes dans l'établissement se lavent régulièrement les mains avec de l'eau et du savon, en particulier avant leur arrivée ainsi qu'avant et après les pauses. Lorsque cela n'est pas possible, les mains doivent être désinfectées.

Les collaborateurs doivent si possible se laver ou se désinfecter les mains avant les tâches suivantes: dressage des tables, manipulation de la vaisselle propre, pliage des serviettes, polissage des couverts.

2. MASQUES FACIAUX

Le port du masque facial dans les espaces clos et extérieurs accessibles au public des installations et établissements.

Mesures

Toute personne doit porter un masque facial dans les espaces clos et extérieurs. Les clients des restaurants, bars et clubs sont exemptés de cette obligation lorsqu'ils sont assis à leur table et consomment de la nourriture ou des boissons.

L'obligation de porter un masque s'applique aux espaces clos, y compris dans les véhicules où plus d'une personne est présente, et dans les espaces extérieurs, y compris pour le personnel qui y travaille.

Cette obligation de porter un masque ne s'applique pas si cela n'est pas possible à cause du type d'activité. Dans ce cas, il faut prendre des mesures organisationnelles, par exemple faire travailler les collaborateurs en équipes séparées ou placer des séparations entre eux (par ex. parois de séparation, voiles ou rideaux). L'obligation de porter le masque est également supprimée pour les personnes travaillant seules dans une pièce séparée.

Le port d'un masque facial ne change en rien les autres mesures de protection prévues. En particulier, la distance requise doit être maintenue autant que possible même lorsque l'on porte un masque.

Sont réputés masques faciaux, les masques de protection respiratoire, les masques d'hygiène et les masques en tissu qui offrent une protection adéquate.

Les enfants de moins de 12 ans ne sont pas obligés de porter un masque. L'obligation ne s'applique pas non plus aux personnes qui ne peuvent pas porter de masque pour des raisons spécifiques, notamment médicales.

Les personnes qui, malgré les consignes et les avertissements, ne respectent pas l'obligation de porter un masque doivent être refoulées.

3. SÉPARER LES GROUPES DE CLIENTS – NE CONSOMMER QU'ASSIS

Les établissements s'assurent que les différents groupes de clients ne se mélangent pas et que les mets et les boissons sont consommés assis.

Mesures

Les personnes d'un groupe de clients ne doivent pas réserver à l'avance et peuvent arriver à différents moments.

Dans les zones accessibles aux clients des établissements de restauration, y compris les bars et les clubs,

- a. les groupes de clients doivent être installés aux différentes tables de manière à assurer la distance minimale nécessaire de 1,5 mètre entre chaque groupe; ou
- b. des séparations valables doivent être placées entre les groupes de clients (par exemple, des cloisons).

Dans les établissements de restauration, les bars et les clubs, au maximum quatre personnes peuvent s'asseoir à une table, exception faite des familles avec enfants, qui habitent dans le même ménage.

Dans les restaurants, bars et clubs, y compris les établissements de vente à emporter, la nourriture et les boissons ne peuvent être consommées qu'assis.

La circulation de l'air doit être garantie pour les espaces extérieurs. Pour les espaces couverts, des murs ou des cloisons semblables à des murs peuvent être présents sur tout au plus la moitié des côtés de l'installation extérieure. Si des cloisons sont présents sur plus de la moitié des côtés, l'espace ne doit pas être couvert.

Les coins de jeux pour enfants et les places de jeux sont autorisés. Le nombre d'enfants n'est pas limité. Aucune distance minimale ne s'applique pour les enfants. Les jouets éventuels doivent être facilement nettoyables. Les parents ou les personnes chargées de la surveillance respectent les règles de distanciation sociale avec les autres enfants et adultes et portent un masque.

Pour les événements sans public, la limite maximale est de 15 personnes.

Pour les événements avec public, les dispositions suivantes s'appliquent:

- un tiers des sièges au maximum peuvent être occupés,
- une limite de 50 personnes si l'événement a lieu en intérieur,
- une limite de 100 personnes si l'événement a lieu à l'extérieur,
- une obligation d'être assis, même pendant les pauses,
- les places assises doivent être attribuées aux visiteurs,
- une interdiction de consommer.

Dans les cantines d'entreprises, seules les personnes travaillant dans l'entreprise concernée peuvent être servies (à l'exception des offres de take-away).

Les restaurants d'entreprise destinés aux professionnels travaillant à l'extérieur ne peuvent accueillir que les personnes appartenant aux groupes professionnels suivants:

- secteur agricole (horticulture, agriculture et sylviculture),
- les artisans,
- les ouvriers du bâtiment et les ouvriers de la voirie (le gros et le second œuvre),
- les employés des services de montage
- les chauffeurs professionnels

Les restaurants d'entreprises pour les professionnels travaillant à l'extérieur doivent notifier à l'autorité cantonale compétente les services qu'ils offrent et ne peuvent servir que les clients ayant fait une réservation. L'obligation de réservation ne s'applique pas aux chauffeurs professionnels.

Lors de la consommation, la distance requise entre chaque personne est respectée ou des cloisons efficaces doivent être installées. La consommation doit se faire assis.

4. GARDER SES DISTANCES

Les collaborateurs et les autres personnes gardent une distance de 1,5 mètre entre eux. Dans le cadre des tâches pour lesquelles la distance de moins de 1,5 mètre ne peut être évitée, les personnes doivent être exposées le moins possible pendant le travail en réduisant la durée du contact et/ou en prenant des mesures de protection appropriées.

Mesures

Il n'y a pas de contact physique entre le client et le personnel. Les urgences médicales en sont exclues. La poignée de main doit absolument être évitée.

Il existe un risque de contamination très élevé lorsque la distance de 1,5 mètre n'est pas respectée pendant plus de 15 minutes sans mesures de protection.

Les groupes de clients doivent être séparés de 1,5 mètre à l'avant et sur les côtés des tables (d'épaule à épaule) ainsi que de 1,5 mètre à l'arrière d'un bord de table à l'autre (de dos-à-dos). Si une paroi de séparation est installée entre les groupes de clients, la distance minimale ne doit plus être respectée.

Les établissements disposant de tables extra-longues (par exemple, tables de banquet, bancs fixes, tapis roulant, teppanyaki) ou comptoirs (par exemple bars) peuvent y placer plus d'un groupe de clients/quatre personnes, à condition de respecter la distance minimale de 1,5 mètre entre les groupes de clients. En cas de cloisons de séparation, respecter la distance minimale n'est plus nécessaire.

Les distances minimales au sein d'un groupe de clients ne doivent pas être respectées. L'établissement s'assure que les différents groupes de clients ne se mélangent pas.
L'établissement s'assure que les clients dans la file d'attente gardent une distance de 1,5 mètre les uns des autres.
Pour ce faire, l'établissement applique des marquages au sol dans les zones d'attente pour garantir le respect de la distance minimale de 1,5 mètre entre les groupes de clients et pour contrôler le flux de personnes si nécessaire.
En principe, la distance minimale ne doit pas être respectée par les clients ou les collaborateurs lorsqu'ils passent d'une salle à l'autre ou se déplacent dans l'espace extérieur.
L'établissement s'assure que la distance minimale de 1,5 mètre est respectée dans les toilettes (p. ex. par des parois de séparation entre les urinoirs), dans les salles de séjour et les vestiaires ainsi que dans les autres locaux réservés au personnel.
La distance entre les différents groupes de clients peut être inférieure à cette distance si des cloisons appropriées sont installées.
L'établissement informe les clients sur les mesures d'hygiène et de protection. En cas de violation, l'établissement fait usage de son droit de domicile. L'établissement n'est pas responsable du respect des mesures d'hygiène et de protection dans l'espace public.
Lorsque les clients ne passent pas leur commande à table mais au comptoir (p. ex. take-aways, restaurants en libre-service, bars et pubs), ils doivent être informés des règles de distanciation par des affiches et des marquages de distance doivent être mis en place. La consommation a lieu assis.
Les établissements disposant d'un concept pour le buffet informent leurs clients sur les règles de distanciation entre les groupes à l'aide d'affiches et de marquages au sol. Il faut réserver suffisamment de place devant le buffet.

5. NETTOYAGE

Nettoyage régulier et adéquat des surfaces et objets après leur utilisation, surtout si plusieurs personnes les utilisent.

Mesures
Les surfaces de contact sont nettoyées régulièrement.
Des poubelles en nombre suffisant sont mises à disposition, notamment pour jeter les mouchoirs et les masques.
Les poubelles sont vidées régulièrement.
Les vêtements de travail sont changés régulièrement et lavés après chaque usage avec un produit de nettoyage du commerce.
L'établissement assure une aération régulière et suffisante dans les locaux de travail et les salles à manger (p. ex. aérer 4 fois par jour pendant environ 10 minutes). Dans les pièces équipées d'installations de climatisation et d'aération, éviter le plus possible d'activer la recirculation d'air (uniquement apport d'air frais).
Les textiles utilisés par les clients sont lavés après chaque utilisation (p. ex. nappe). En cas d'utilisation de napperons de table ou d'autres textiles similaires couvrant toute la surface de la nappe, cette dernière ne doit pas être changée après chaque client. Il en va de même pour l'utilisation des couvertures chauffantes dans la zone extérieure.
Le personnel utilise des vêtements de travail personnels. Les tabliers et les toques de cuisine, par exemple, ne sont pas échangés entre collaborateurs.

6. PERSONNES MALADES AU POSTE DE TRAVAIL

Mesures

En cas de symptômes, les collaborateurs malades sont renvoyés chez eux et priés de respecter le confinement selon les consignes de l'OFSP (voir www.bag.admin.ch/isolement-et-quarantaine). D'autres mesures seront prises sur instruction des services médicaux cantonaux.

7. SITUATIONS DE TRAVAIL PARTICULIÈRES

Prendre en compte les aspects spécifiques du travail et des situations de travail afin d'assurer la protection.

Mesures

Les masques faciaux doivent être, selon les besoins, changés et/ou nettoyés. Il faut se laver les mains avant la mise et après le retrait et l'élimination du masque. Les masques jetables doivent être éliminés dans des poubelles fermées.

Les gants jetables doivent être changés toutes les heures et éliminés dans des poubelles fermées.

Les mesures de protection (en particulier la distance minimale de 1,5 mètre) doivent aussi être respectées lors de la livraison de marchandise et de l'évacuation de marchandise ou de déchets.

8. INFORMATION

Les collaborateurs et les autres personnes concernées sont informés sur les prescriptions et les mesures prises et les collaborateurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ces mesures.

Mesures

L'établissement informe les collaborateurs sur leurs droits et les mesures de protection au sein de l'entreprise. Cela implique en particulier l'information des collaborateurs vulnérables.

L'établissement affiche les mesures de protection selon les consignes de l'OFSP dans l'entrée. Il convient d'attirer en particulier l'attention des clients sur les règles de distanciation, l'obligation de porter un masque jusqu'à leur table et la prévention du mélange des groupes de clients.

L'établissement instruit régulièrement les collaborateurs sur les mesures d'hygiène et la sécurité dans le contact avec les clients.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements de protection individuelle (p. ex. masques d'hygiène, gants, tabliers), dans le port correct et l'élimination appropriée du matériel. La formation peut être attestée.

Le personnel est formé à l'utilisation adéquate des désinfectants de surfaces, car toutes les surfaces ne sont pas résistantes à l'alcool et des modifications des surfaces peuvent survenir. Il est de plus recommandé de recouvrir le sol sous les stations de désinfection des mains.

La clientèle est informée à la réception ou à l'entrée, verbalement ou par écrit, que les clients présentant des symptômes indiquant une infection respiratoire sont priés de renoncer à séjourner dans l'établissement, par exemple avec l'affiche actuelle de l'OFSP «Voici comment nous protéger».

L'établissement informe les collaborateurs de manière transparente sur la situation relative à la santé au sein de l'entreprise. Il convient de noter que les données relatives à la santé sont des données particulièrement sensibles.

9. MANAGEMENT

Mise en œuvre des prescriptions au niveau de la gestion pour appliquer et adapter efficacement les mesures de protection. Protection appropriée pour les personnes vulnérables.

Mesures

L'établissement met à disposition des articles d'hygiène tels que savon, désinfectant, essuie-mains à usage unique et produits de nettoyages en quantité suffisante. Il vérifie et renouvelle régulièrement le stock.

L'interlocuteur pour la sécurité au travail (personne responsable de la sécurité dans l'établissement) vérifie la mise en œuvre des mesures.

Les exploitants doivent informer les autorités cantonales compétentes de leur plan de protection, sur demande de celles-ci, et leur garantir l'accès aux installations et établissements.

Si les autorités cantonales compétentes déterminent que le plan de protection est insuffisant ou qu'il n'est pas mis en œuvre, elles prendront les mesures appropriées. Elles peuvent infliger des amendes ou fermer certaines installations ou établissements.

Les employeurs doivent assurer que les employé(e)s soient en mesure de respecter les recommandations de l'OFSP en matière d'hygiène et de distanciation. A cette fin, des mesures appropriées doivent être prévues et mises en œuvre.

Lorsque la nature de l'activité le permet et que cela est réalisable avec un effort raisonnable, les employeurs veillent à ce que les employé(e)s puissent remplir leurs obligations professionnelles en télétravail.

Si, pour des raisons opérationnelles, la présence d'employé(e)s particulièrement vulnérables sur le site est totalement ou partiellement indispensable, le lieu de travail doit être aménagé de manière à éviter tout contact proche avec d'autres personnes, ou des mesures de protection supplémentaires doivent être prises conformément au principe STOP (substitution, mesures techniques ou organisationnelles, équipement de protection individuelle).

10. COLLECTE DES COORDONNÉES DE CONTACT

L'établissement relève les coordonnées des clients afin de pouvoir remonter une éventuelle chaîne d'infection.

Mesures

Les exploitants doivent collecter les coordonnées de contact de chaque client. Cela ne s'applique pas aux enfants qui sont présents avec leurs parents.

L'exploitant ou l'organisateur doit informer les personnes présentes des points suivants:

- la possibilité d'une prise de contact par le service cantonal compétent et son autorité pour ordonner une quarantaine s'il y a eu des contacts avec des personnes atteintes de COVID-19.

Ces coordonnées peuvent être relevées notamment via des systèmes de réservation ou de membre ou à l'aide d'un formulaire de contact.

Les données suivantes doivent être relevées:

- nom, prénom, lieu de domicile, numéro de téléphone, numéro de table et/ou numéro du siège.

L'exploitant ou l'organisateur doit assurer la confidentialité des coordonnées de contact lors de leur collecte et la sécurité des données, notamment lors de leur conservation.

Les coordonnées de contact doivent être transmises au service cantonal compétent, sur demande de celui-ci, dans un but d'identification et d'information des personnes susceptibles d'avoir été contaminées. Ces informations sont à transmettre immédiatement et sous format électronique.

La collecte des coordonnées de contact ne peut servir à aucun autre but, et les données doivent être conservées jusqu'à 14 jours après la visite de l'établissement, puis immédiatement supprimées.

L'exploitant ou l'organisateur doit prendre les précautions nécessaires pour garantir l'exactitude des données de contact collectées.

ANNEXES

Annexe	But

CONCLUSION

Le présent document a été expliqué à tous les collaborateurs.

La personne responsable doit s'assurer de la mise en œuvre du plan et est l'interlocutrice des autorités compétentes.

Personne responsable, signature et date: _____